

PERSPECTIVES

Se changer d'abord soi-même

Page 3

Le monde a besoin de nourriture, pas d'or

Page 4-5



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

Chères lectrices, chers lecteurs,

D'ici 2030, les Nations Unies entendent atteindre 17 objectifs de développement durable ambitieux, afin de transformer fondamentalement notre style de vie, tant au Nord qu'au Sud. Le Nord industrialisé doit absolument adopter un mode de développement durable, car notre modèle est la cause de la pauvreté et du changement climatique.

De quelle durabilité est-il donc question ? Les définitions habituelles parlent de durabilité économique, écologique et sociale, mais omettent une quatrième dimension, non moins importante, celle de la spiritualité. Or, elle est la clé d'un changement en profondeur.

Aujourd'hui, le court terme domine le monde politique et économique. A l'opposé, le mouvement de transition porté par des initiatives écologiques et sociales veut transformer durablement la société en commençant par le bas. A son origine, il y a des personnes qui se savent dépendantes de la nature et de leurs semblables. Et qui prennent leurs responsabilités envers les générations à venir.



Matthias Dörnenburg,
directeur ad interim d'*Action de Carême*
Bernard DuPasquier,
directeur de *Pain pour le prochain*

CONTENU

SUISSE

Notre agriculture doit aussi changer

Page 6

MULTINATIONALES

Coup d'envoi du débat politique

Page 9

S'ENGAGER AVEC NOUS

« Nous devons créer le monde que nous voulons »

Page 10

Impressum :
Une publication de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, 2016
Rédactrice en chef :
Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Patricio Frei (frp),
Florence Frossard (ff), Daniel
Tillmanns (dt)
Mise en page et réalisation :
Crafft Kommunikation, Zurich
Travail sur les photos : Schellenberg,
Pfäffikon (ZH)
Impression : Imprimeries Kyburz,
Dielsdorf
Tirages : 5250 allemand/
1800 français
Paraît : quatre fois par an
Prix : CHF 5.– par donateur/donatrice
sont utilisés pour l'abonnement
Contact : *Pain pour le prochain*,
ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17
Action de Carême, actiondecareme
@fastenopfer.ch, 021 617 88 81

Se changer d'abord soi-même

Pour changer le monde, il faut commencer par se changer soi-même. C'est pourquoi, *Pain pour le prochain* a créé un « laboratoire » de la transition intérieure.



Des racines bien ancrées : la base de toute évolution.

Pain pour le prochain a créé cet été un « laboratoire » de la transition intérieure. Un espace ouvert et en mouvement. Un lieu de recherche et d'expérimentation pour une nouvelle forme d'engagement dans la cité : le méditant-militant qui allie contemplation et action dans la création d'alternatives locales. Le choix du mot laboratoire est significatif : labor (travailler) et orare (prier). Autrement dit, se transformer soi-même pour transformer le monde. Dans un alignement entre la tête, les mains et le cœur. « Soyons nous-même le changement que nous voulons voir advenir », disait Gandhi.

Tisser de nouveaux liens

Un tel effort de cohérence est incontournable pour accomplir ce que l'écopsychologue Joanna Macy appelle l'« aventure essentielle » de notre temps : le pas-

sage d'un système qui détruit la vie à une société qui la respecte, car fondée sur des relations plus justes et fraternelles entre les êtres humains et avec la nature. Le « mouvement de la transition », présenté dans le dossier qui accompagne ce numéro, s'engage pour cette mutation sur les plans individuel et collectif.

La transition suppose ce pour quoi *Pain pour le prochain* œuvre depuis longtemps : le développement de nouvelles formes de production alimentaire et d'économie, respectueuses des droits humains et de l'environnement. Cela, à travers le soutien de programmes au Sud, des campagnes au Nord pour sensibiliser la population et du lobbying pour modifier le cadre légal.

La transition exige aussi une transformation intérieure : un changement fondamental de notre système de valeurs, de

notre mode d'être et de vie, de notre regard sur les autres – humains et non humains – dans la conscience de leur dignité et de notre interdépendance avec eux. Une manière d'aller aux racines des bouleversements économiques et écologiques, qui sont spirituelles car elles manifestent une crise généralisée du sens et du lien – à soi, aux autres, à la nature et au mystère du Souffle qui transcende et habite toute vie.

Soutenir des initiatives locales

Avec son nouveau atelier, qui se déploiera dans un premier temps en Suisse romande, *Pain pour le prochain* entend participer à des initiatives de transition. Dans les milieux d'Eglise et dans la société civile. Plusieurs axes d'activités sont prévus : sensibilisation (conférences, débats), formation (sessions, ateliers), accompa-

gnement d'initiatives et mise en réseau. Il s'agira notamment de promouvoir la quête de sens et de sacré, des valeurs comme l'altruisme, la diversité et la sobriété, mais aussi d'offrir des pistes pour passer du sentiment d'impuissance à l'espérance active.

Pour reprendre l'expression du philosophe Abdennour Bidar, *Pain pour le prochain* se voit comme un « tisserand » animé du désir de contribuer – en synergie avec d'autres – au « paradigme de la vie bien reliée » en train d'émerger aux quatre coins de la planète. La civilisation de demain sera plus équitable, collaborative, solidaire et porteuse de sens, ou ne sera pas. — Michel Egger

Le monde a besoin de nourriture, pas d'or

Un paysan dont les moyens de subsistance sont menacés par un projet minier rend visite à des indigènes qu'une mine a chassés de leurs terres. Il voit qu'il n'est pas seul dans sa situation.

Pedro Alvarez*, 23 ans, est étudiant et paysan. Avec ses parents et ses quatre frères, il vit dans la ferme familiale située à proximité du bourg de Cajamarca, en Colombie. Il ne cache pas sa fierté d'être paysan : « La fertilité et la beauté de la campagne sont notre grande richesse. Ici, on peut jeter une pierre et il en naît une plante. » En tant que paysan, il se sent libre et indépendant, car il produit de quoi vivre. Les personnes ont besoin d'aliments, explique-t-il, et pas d'or, car il y en a suffisamment dans les trésors. C'est l'une des raisons pour lesquelles il s'oppose au projet de mine d'or de La Colosa. Depuis dix ans, la société sud-africaine AngloGold Ashanti prospecte les gisements de la région et prévoit d'y exploiter l'une des plus grandes mines d'or au monde. Pedro Alvarez craint de perdre ses moyens de subsistance si ce projet se concrétise.

S'en convaincre par soi-même

Cet été, Pedro Alvarez s'est joint à une délégation qui, à l'initiative d'Action de Carême, s'est rendue dans le nord de la Colombie, plus précisément dans la région houillère de Guajira, défigurée depuis plus de 30 ans par d'immenses mouvements de terre. Glencore détient un tiers des actions du groupe El Cerrejón qui extrait le charbon.

Le but du voyage était d'échanger avec les victimes des déplacements. Pedro Alvarez a ainsi rendu visite aux indigènes Wayuu. Dans le nouveau village, l'ambiance était morose, et la population accablée par la perte de la terre, de l'eau et de la forêt. Le paysan colombien a été bouleversé par l'ampleur des ravages : « Le sol se dessèche, des milliers de personnes sont chassées de chez elles et des familles paysannes sont privées de leurs moyens de subsistance. » Sans oublier les mensonges proférés pour que les gens soient bien disposés, ni la violence exercée contre les personnes qui défendent leurs droits.

La visite a conforté Pedro Alvarez dans sa conviction qu'il faut se défendre contre la mine d'or : « Une fois que la mine est exploitée, les dégâts sont inévitables. »

La démocratie contre le pouvoir des multinationales

Avec le soutien d'Action de Carême, les habitant-e-s de Cajamarca agissent contre la mine. Le conseil communal, où siège Pedro Alvarez, a décidé de convoquer un référendum. Cette consultation populaire a ceci d'important qu'elle oppose un instrument démocratique au pouvoir accaparé par les multinationales.



« La Terre Mère ne doit pas être pillée » ; Pedro Alvarez (2^e depuis la gauche) avec la délégation à Guajira.

Même si le résultat n'est pas encore connu, Pedro Alvarez est convaincu que le « non » l'emportera : « Les habitant-e-s veulent conserver leur espace vital paradisiaque qui regorge d'eau. Il est intolérable que la terre notre mère, qui nous nourrit, nous accueille et nous protège, soit vendue et pillée par cupidité. »

— Doro Winkler

*Nom d'emprunt

Lire et agir

Notre action

En Colombie, *Action de Carême* sensibilise les familles paysannes à leurs droits et les aide à s'organiser pour qu'elles puissent les défendre ensemble.

Votre soutien

Pour soutenir les indigènes colombiens dans leur lutte pour la terre, faites un don sur le compte 10-15955-7, mention Colombie.



En haut à gauche : « Les familles paysannes sont privées de leurs moyens de subsistance » ; un sol asséché à La Guajira.

En haut à droite : Ambiance morose : Pedro Alvarez dans le village qui doit être déplacé.

Au centre : « La terre est notre plus grande richesse » ; une ferme à Cajamarca.

En bas à gauche : La délégation en discussion avec les familles paysannes menacées par la mine.

En bas à droite : « Si la mine s'installe, les dommages seront inévitables » ; clôture de la mine de charbon.





Au sein de la coopérative zurichoise « Ortoloco », les consommateurs et les producteurs travaillent main dans la main.

Notre agriculture doit aussi changer

Le changement passe aussi par la réappropriation de nos moyens de subsistance, de notre alimentation et de la façon dont elle est produite. C'est précisément ce que demande l'initiative pour la souveraineté alimentaire.

« Je soutiens cette initiative pour le plaisir de croquer dans une vraie tranche de démocratie assaisonnée avec une bonne dose d'humanisme, sans l'arrière-goût du profit obligatoire, mais le fumet de la solidarité. » Le paysan vaudois Pierre-André Tombez tient un langage poétique pour prôner la transformation du système suisse de production d'aliments visée par l'initiative. Ce faisant, il décrit ni plus ni moins les effets qu'aurait en Suisse l'application de la notion de « souveraineté alimentaire » : une agriculture paysanne diversifiée et sans OGM, qui préserve la nature, le sol et les semences, sans hypothéquer l'avenir des générations futures, des circuits locaux renforcés, un commerce international plus équitable ainsi qu'un marché indigène transparent au service des paysans et paysannes et des consommateurs et consommatrices.

L'agriculture industrielle, modèle prévalent en Suisse

L'agriculture suisse en est encore à mille lieues. Si la part de l'agriculture biologique, dépassant 10 %, est relativement élevée, et si la Suisse a encore une agriculture diversifiée constituée d'exploitations familiales, celle-ci est toutefois très gourmande en pétrole et produits chimiques (seule l'agriculture néerlandaise est plus intensive en Europe). Et les paiements directs n'empêchent pas l'abandon des exploitations. Les structures locales de transformation, comme les moulins, les fromageries, les boucheries, les scieries et les magasins de village, ont elles aussi disparu en maints endroits. Quant au secteur du lait, il est dominé par quatre transformateurs et deux grands distributeurs.

L'importation de denrées agricoles profite elle aussi aux mauvais élèves : la production du fourrage – du soja, principalement – que la Suisse se procure à l'étranger pour produire du lait et de la viande occupe plus de 185 000 hectares de terres arables. La Suisse importe aussi à bas prix du café, de l'huile de palme, du cacao et d'autres matières premières pour les réexporter après les avoir transformés. Ce négoce n'est guère profitable aux paysannes et aux paysans des pays en développement, mais très lucratif pour les groupes alimentaires, comme Nestlé.

L'alimentation, l'affaire de tous

La souveraineté alimentaire conçoit la production, la transformation, la commercialisation et la consommation de denrées alimentaires comme une tâche sociale, puisque son enjeu est ni plus ni moins que la préservation de notre vie. La responsabilité n'en incombe pas uniquement aux 3 % de la population locale (encore) active dans l'agriculture. Et nous ne pouvons pas non plus laisser à une poignée d'entreprises telles que Nestlé, Syngenta, Fenaco, Migros et Coop le soin de déterminer le contenu de notre assiette. La possibilité de produire nos aliments de façon saine et durable, sans hypothéquer l'avenir, dépend d'un choix de société. Déposée le 30 mai 2016, l'initiative pour la souveraineté alimentaire nous donne l'occasion de faire le bon choix ! — *Tina Goethe*

www.souverainete-alimentaire.ch

« La transition, c'est partir de nos propres ressources »

Depuis plus de 50 ans, le mouvement Sarvodaya, au Sri Lanka, travaille pour une transition économique, politique et spirituelle. Entretien avec son fondateur, A.T. Ariyaratne, aussi appelé le « Gandhi sri lankais ».

Qu'est-ce que la transition pour des pays du Sud ?

La transition signifie d'abord construire à partir des ressources locales. Au Sri Lanka, après l'indépendance, le gouvernement a eu recours à beaucoup d'emprunts pour développer des « méga-projets ». Une économie basée sur l'exportation et sur l'utilisation intensive de capital s'est développée. A mes yeux, la logique doit être inversée. Depuis près de 50 ans, nous promouvons à Sarvodaya une économie basée sur les savoirs et les initiatives locales.

Par quoi passe cette économie locale ?

Par quatre éléments fondamentaux : une vie simple, une économie basée sur l'agriculture, le développement d'une structure politique nouvelle et l'appui à des projets entrepreneuriaux locaux. Pour promouvoir l'agriculture, nous avons d'abord construit des points d'accès à l'eau et développé les systèmes d'irrigations dans les villages. Nous avons ensuite ouvert des centres de formation, ainsi que la



Ancien enseignant, Ahangamage Tudor Ariyaratne a fondé Sarvodaya Shramadana en 1958. Bouddhiste et adepte de Gandhi, il a allié dans son mouvement les fondements moraux et spirituels du bouddhisme aux principes séculiers du développement. Sarvodaya est la plus grande organisation non gouvernementale du pays.

première ferme agrobiologique du pays. Il s'agit de revaloriser les semences et cultures traditionnelles.

Et qu'en est-il de l'entrepreneuriat social ?

Celui-ci est étroitement lié au développement d'une nouvelle dynamique politique. Au Sri Lanka, il y a 34 000 villages : c'est de là qu'il faut construire des unités de gouvernance qui identifient et discutent les projets communs. Sarvodaya est présent aujourd'hui dans 15 000 d'entre eux. Dans ces villages il y a des « Deshadoya » ou conseils locaux, constitués d'hommes et de femmes, d'entrepreneurs, de religieux, de jeunes. Ceux-ci reçoivent l'appui des structures nationales, mais discutent et choisissent leurs projets de façon indépendante. Ils organisent des journées de « Shramadana », lors desquelles le village entier se met au travail pour construire une route, un réservoir d'eau ou une école. Lors de ces journées, la solidarité est vécue concrètement et le lien social est renforcé. Ces projets nécessitent du capi-

tal. Le système financier n'attribuant pas de prêts aux plus pauvres, il faut également créer des institutions financières qui octroient des micro-crédits aux villageois et leur offrent un appui dans la gestion, la planification ou le développement de leurs projets (« Sarvodaya Economic Enterprise Development »).

Vous parlez d'une vie simple, qu'entendez-vous par là ?

Les problèmes globaux auxquels nous sommes confrontés, ne peuvent être résolus sans changer la conscience qui a créé ces problèmes à l'origine. Pour les résoudre, une approche holistique est nécessaire. La vie humaine n'est pas faite seulement pour satisfaire les désirs de nos six sens. Les plaisirs qui en résultent sont limités et peu durables. Il s'agit donc de rejeter le plaisir extrême, tout comme la souffrance extrême. La voie du milieu signifie vivre en respectant toute forme de vie, humaine, animale ou végétale. Cela signifie aussi ne pas imiter le style de vie occidental, basé sur l'emprunt et la consommation. — Chantal Peyser

www.sarvodaya.org



Ximena González est avocate spécialisée dans le droit de l'environnement. Elle milite au sein de Tierra Digna, un partenaire colombien d'Action de Carême.

La transition doit aussi s'attaquer aux causes de la violence

Je me livre à ces réflexions en Colombie, un pays connu de l'opinion publique internationale pour avoir été le théâtre du plus long conflit armé de l'hémisphère occidental. Huit millions de personnes ont subi des crimes atroces. Ce qui est moins connu, c'est que les spoliations, l'appropriation violente des terres et des ressources naturelles ainsi que l'existence d'un système politique favorisant l'exclusion comptent parmi les principales causes de ce conflit.

La Colombie présente une immense richesse naturelle et culturelle, regorge d'eau et comprend des écosystèmes vitaux pour atténuer les conséquences du changement climatique.

Pendant de longues années, les gouvernements ont cherché à « surmonter » la crise politique et sociale en adoptant des approches descendantes fondées sur le militarisme et l'activité minière. Ils ont ainsi privilégié la lutte militaire contre les guérillas, gonflé les effectifs des forces armées et favorisé les multinationales qui investissaient dans le secteur minier et énergétique, au détriment des droits humains.

Depuis quatre ans, le gouvernement écoute les doléances des organisations de victimes afin de négocier avec les FARC un accord de paix comportant des pistes de solution différenciées en fonction du sexe, des ethnies et des territoires. L'accord a bel et bien été signé le 26 septembre, mais sa mise en œuvre reste semée d'embûches. Si le dialogue de paix a été précieux, ce n'est pas seulement parce qu'il a mis face à face des

adversaires historiques, mais aussi parce qu'il a enterré une façon de gouverner fondée sur la contrainte et l'exclusion. L'accord renferme des propositions et des revendications que divers milieux formulent depuis de nombreuses années.

Toutefois, la transition vers une société plus équitable ne doit pas viser uniquement la formulation collective de scénarios et de calendriers pour mettre fin à la violence, mais elle doit aussi s'attaquer aux causes. Il n'y aura pas de changement social tant que l'accès à la terre ne sera pas démocratisé, la richesse redistribuée et les secteurs traditionnellement marginalisés associés à la vie politique. L'extermination de communautés, la pollution et les maladies tolérées au nom du progrès doivent appartenir au passé. Les idées qui changent le monde proviennent rarement des gouvernants, mais plutôt des communautés et des groupes qui souffrent des injustices et aspirent à transformer les structures inéquitables.

Les problèmes politiques, économiques et culturels de notre pays illustrent la difficulté que connaît l'humanité pour créer des sociétés intégratrices. Des sociétés attachées à la pluralité et à l'idée d'une coexistence pacifique des individus, des communautés, des nations et des êtres vivants. Des sociétés qui tournent le dos à la domination, à l'ambition, à l'exclusion, à la violence et à l'arrogance, les modes de comportement les plus visibles de notre civilisation.

« Les idées qui changent le monde proviennent rarement des gouvernants. »

Ximena González

EN CHIFFRES

52

La guerre en Colombie a commencé en 1964. D'une durée de 52 ans, c'est la plus longue au monde.

200 000

La violence en Colombie a fait 200 000 morts jusqu'à présent.

3 Mio.

3 millions de personnes ont perdu leur logement à cause de la guerre. Les estimations vont jusqu'à 6 millions de personnes déplacées.

INITIATIVE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES

Coup d'envoi du débat politique



« La qualité suisse doit comprendre la protection des droits humains et de l'environnement » : voilà le message délivré le 10 octobre à Berne.

L'initiative pour des multinationales responsables a franchi le premier grand cap : le 10 octobre 2016, les 80 organisations membres du comité de soutien ont remis à la Chancellerie fédérale 120 000 signatures valables. Sur ce total, 30 000 ont été récol-

tées par *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*. L'initiative demande que les multinationales ayant leur siège en Suisse soient tenues de respecter les droits humains et l'environnement aussi à l'étranger. « A l'international, la tendance est incontestablement

au renforcement de la responsabilité des entreprises et l'initiative s'inscrit dans cette tendance », a expliqué Dick Marty, coprésident du comité d'initiative, lors de la conférence de presse tenue à l'occasion du dépôt. L'initiative est une chance pour la place économique suisse, a estimé pour sa part Samuel Schweizer, membre de la direction de l'entreprise métallurgique Ernst Schweizer AG. « Si toutes les entreprises honorent les mêmes obligations de base, il sera bien plus simple de respecter les droits humains et l'environnement. « Made in Switzerland » serait alors non seulement une marque de qualité, mais aussi un label de responsabilité sociale ».

Le dépôt de l'initiative lance le débat politique. Le Conseil fédéral dispose maintenant d'un an pour rédiger son message concernant l'initiative ou formuler un contre-projet. Le dossier passera ensuite au Parlement, de sorte qu'il faudra encore attendre deux ans et demi avant que l'objet soit soumis au peuple. Un temps que la coalition mettra à profit pour promouvoir l'initiative.

— Pascale Schnyder

CAMPAGNE « STOP BENZENE »

Swisscom prend des mesures, Salt la fuite !

Pain pour le prochain et *Action de Carême* ont questionné Swisscom, Sunrise, Salt et Mobilezone (les quatre plus grands revendeurs suisses de téléphonie mobile) sur leur responsabilité face au benzène. Ce produit cancérigène, utilisé dans la chaîne de production des smartphones, a intoxiqué environ 300 000 personnes au niveau mondial et pro-

voque chaque année des milliers de décès. Sous la pression de nos revendications et des milliers de signatures de notre pétition, Swisscom a publiquement déclaré « ... être prête à agir au sein d'initiatives de la branche [...] afin que le benzène ne puisse plus être utilisé dans le processus de fabrication des appareils électroniques... ». Quelques jours

après, Sunrise emboîtait le pas en annonçant être disposé à communiquer et vouloir intégrer dans son rapport d'audit la question du benzène. « Salt n'est pas concerné par le processus de fabrication que nous ayons pu obtenir de l'opérateur. « Lorsque l'on sait qu'un substitut au benzène existe et coûterait moins d'un franc par appareil, la réaction de Salt est encore plus irresponsable » s'insurge Daniela Renaud, responsable de l'enquête.

— Daniel Tillmanns

Plus d'informations sur : www.stop-benzene.ch

ALLIANCE CLIMATIQUE

Des retraites sans risques

Les habitantes et habitants des pays en développement, qui ont le moins participé aux changements climatiques, en subiront le plus lourdement les conséquences. Le principe du pollueur-payeur est écorné. Derrière ces dégâts à l'environnement se cachent notamment les caisses de pension suisses, qui investissent dans des entreprises extractrices d'énergies fossiles. Elles ne le font pas avec leur propre argent, mais avec celui de votre retraite. Si vous ne voulez plus que votre épargne soit utilisée ainsi, allez sur www.retraitessansrisques.ch et demandez à votre caisse de pension de changer de pratique.

SIERRA LEONE

Addax vend son projet d'agrocarburants

La nouvelle est tombée début octobre : la multinationale suisse productrice d'agrocarburants Addax Bioenergy vend en grande partie son projet en Sierra Leone à l'entreprise sino-britannique Sunbird Bioenergy. A l'avenir, Addax sera contrôlé à 75,1 % par cette dernière. L'argent provient de China New Energy et d'autres investisseurs. La question de l'amélioration de la situation des familles paysannes locales reste ouverte. L'observateur boursier indépendant Shareprophets avait placé China New Energy sur sa liste des entreprises à réputation douteuse. *Pain pour le prochain* et son partenaire Silnorf continuent à soutenir la population locale.



Vivons-nous de manière durable ?

Testez vos connaissances sur les habitudes de consommation en Suisse.

1.

Les aliments biologiques sont écologiquement plus durables que ceux qui sont produits de manière conventionnelle. Quelle est la part de « bio » vendue en Suisse ?

- A. 5.3 %
- B. 7.1 %
- C. 15.6 %

2.

Quelle quantité de déchets génère chaque année une personne vivant en Suisse ?

- A. 314 kg (36 pays génèrent plus de déchets)
- B. 520 kg (20 pays génèrent plus de déchets)
- C. 712 kg (2 pays génèrent plus de déchets)

3.

Dans les années 1980 en Suisse, la consommation moyenne de viande était de 64 kg par personne par année. Depuis, elle a :

- A. augmenté de 10 % (70.4 kg)
- B. diminué de 16 % (53.6 kg)
- C. diminué de 33 % (40.2 kg)

4.

En Suisse, 60 % du pétrole est utilisé pour les transports. Quelle est la part d'utilisation des différents moyens de transport par la population ?

- A. Voiture 41 %, transports publics 39 %, marche/vélo 16 %, autres 4 %
- B. Voiture 52 %, transports publics 32 %, marche/vélo 12 %, autres 4 %
- C. Voiture 66 %, transports publics 23 %, marche/vélo 8 %, autres 3 %

5.

Une grande partie de l'énergie est utilisée pour les bâtiments (construction et fonctionnement). Quelle part de la consommation totale cela représente-t-il ?

- A. 30 %
- B. 50 %
- C. 60 %

S'ENGAGER AVEC NOUS

« Nous devons créer le monde que nous voulons »

Destruction de l'environnement, attrait du profit, injustice : quiconque observe le monde est tenté de penser que sa fin est proche. Ou alors de réagir et de formuler des solutions. « C'est exactement ce que nous voulons faire », explique Mark Haltmeier, ingénieur et propriétaire d'une société informatique. Nous, ce sont des personnes de la région de Neuchâtel, qui préfèrent se laisser guider par l'espoir plutôt que par le désarroi. En 2004, elles ont ainsi créé le Réseau solidarité afin de concilier dans leur vie la spiritualité, la protection de l'environnement et l'engagement social, et d'encourager d'autres personnes à se joindre à elles. C'est ainsi que le réseau a organisé des méditations, des journées d'information, des concerts et des services religieux.

« Malgré tout, il nous manquait un lieu où toutes ces activités pourraient converger », précise Mark. Il leur a fallu attendre 2014 pour trouver, au cœur de St-Blaise, une vieille maison dans un bel endroit au bord du Ruau. Inspiré par les « villes en transition » anglaises, l'Atelier du Ruau est depuis lors un lieu de rencontres, d'expériences et de développement personnel et spirituel. « Depuis que nous sommes présents ici, des interactions sociales, qui débouchent sur des nouveautés, ne cessent de se succéder », constate Mark. Ainsi, le jardin, cédé au Réseau par une voisine qui ne pouvait plus s'en occuper pour des raisons d'âge, est désormais cultivé avec amour selon les principes de la permaculture. Les membres du Réseau transforment une partie de la récolte pour en faire du vi-



Mark Haltmeier a préféré laisser place aux actes plutôt qu'au désarroi.

naigre et des mélanges d'infusion et d'herbes aromatiques, tandis qu'une autre partie est déposée dans un panier où les passants peuvent se servir.

« En redonnant vie aux communautés, de nombreuses personnes se découvrent des vertus insoupçonnées, commencent à s'entraider et sont davantage enclines à changer quelque chose », conclut Mark. Il en est la preuve vivante : dans la zone résidentielle où il habite, il a mis en culture des jardins potagers sur des terrains vagues afin de rapprocher les gens. Et il projette actuellement un habitat groupé dans lequel jeunes et aînés cohabiteraient de manière solidaire et écologique. « Nous ne devons pas détruire ce que nous ne voulons plus, mais créer ce que nous voulons. » — Pascale Schnyder

www.atelierduruau.org
www.ecodev.ch